

droit et sur le consensus international. De par sa géographie et son histoire, le Canada est un « État-tampon », placé dans le voisinage de la plus puissante nation du monde et, pendant plus de 45 années, coïncé entre les deux super-puissances nucléaires. Nous sommes donc ainsi devenus des adeptes de la médiation, du compromis, du maintien de la paix et de la recherche de l'ordre et de la stabilité à l'échelle internationale. Les réalités géopolitiques nous ont investis d'une vocation particulière qui a été cimentée par la proximité de notre voisin éléphanterque du Sud.

Voilà plus de 50 ans, Lester Pearson a fait un plaidoyer classique pour la fidélité du Canada envers le multilatéralisme. Il pensait que le Canada ne pourrait occuper sa juste place au sein de la société internationale tant que sa sécurité dépendrait de la bienveillance des Américains. Pour sortir d'un état d'infériorité permanent, notre sécurité devait relever d'une organisation à laquelle nous participions nous-mêmes.

Cette organisation, ce devait être les Nations Unies, et la crise du Golfe nous a donné une nouvelle occasion de montrer que Lester Pearson faisait preuve de prescience.

Lorsqu'en juillet 1992, le nouveau secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, a publié son manifeste sur la réforme de l'Organisation, *l'Agenda pour la paix*, j'étais revenu à la « vie privée ». Cette expression a pour moi une connotation paradoxale qui m'avait échappé auparavant. Après avoir abandonné mes fonctions diplomatiques, en suivant l'intervention de l'ONU en Yougoslavie et en Somalie, en pensant aux difficultés financières de l'Organisation, je me disais parfois que mon rôle s'était transformé de celui de représentant ou d'émissaire en celui de missionnaire! Car je n'ai pas perdu la foi en l'ONU. Loin de là. Au contraire, ma foi et mon engagement, développés par l'expérience personnelle, ont été nourris et soutenus par l'observation ainsi que par la participation, à partir d'une position avantageuse très différente, ces dernières années.

Je me réjouis de ce que le plus récent examen sur les relations internationales du Canada, qui a culminé en un énoncé dont la publication a coïncidé avec le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU, réaffirme la fidélité du Canada à l'Organisation. Cet énoncé, *Le Canada dans le monde* affirme que: « Les Nations Unies continuent d'être le véhicule par excellence pour la poursuite de nos objectifs de sécurité dans le monde. » La dernière phrase de cet énoncé de 1995 sur la politique étrangère du Canada s'harmonise parfaitement avec mon propos d'aujourd'hui. Elle se lit comme suit: « Le gouvernement est convaincu que le Canada continuera de jouer son rôle sur la scène internationale, et que la communauté des nations continuera de compter sur la contribution unique de notre pays à la gestion des affaires de ce monde. »

Pendant 50 ans, par le discours et par les actes, le Canada a prouvé son engagement à l'égard des Nations Unies. Cet engagement, coloré par un